



Organisation
panaméricaine
de la Santé



Organisation
mondiale de la Santé
BUREAU RÉGIONAL DES
Amériques

59^e CONSEIL DIRECTEUR

73^e SESSION DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'OMS POUR LES AMÉRIQUES

Session virtuelle, du 20 au 24 septembre 2021

CD59/DIV/10
Original : anglais

**REMARQUES DU DR JOANNE LIU
APRÈS AVOIR REÇU LE PRIX DE L'OPS EN GESTION ET LEADERSHIP
DANS LE DOMAINE DES SERVICES DE SANTÉ 2021**

**REMARQUES DU DR JOANNE LIU
APRÈS AVOIR REÇU LE PRIX DE L'OPS EN GESTION ET LEADERSHIP
DANS LE DOMAINE DES SERVICES DE SANTÉ 2021**

22 septembre 2021

**59^e Conseil directeur de l'OPS
73^e session du Comité régional de l'OMS pour les Amériques**

Merci beaucoup, Monsieur le Président,
Membres du Conseil directeur,

Je tiens à remercier l'OPS pour ce prix prestigieux. C'est un immense honneur pour moi de le recevoir.

La pandémie de COVID-19 a pris la plupart des pays par surprise. Au début, de nombreux pays ont cru que ce virus, venu de loin, n'était pas menaçant. Ils se croyaient en sécurité. Par conséquent, ils ont adopté une approche attentiste. La combinaison synergique d'un virus mortel et d'une position passive a conduit aux résultats désastreux que nous connaissons. Des systèmes de santé débordés, des personnes infectées, assoiffées d'oxygène, des maisons de retraite abandonnées par des personnels malades et des confinements radicaux qui ont appauvri davantage les plus vulnérables.

Même ici, au Québec, il semble tellement incroyable que nos parents vieillissants soient morts de faim et de soif, dans des couches souillées, dans des foyers de soins de longue durée. Mais cela s'est effectivement produit, et ce n'était pas un événement isolé. Nous n'étions absolument pas préparés, à un point que nous ne pouvions même pas imaginer.

La lutte contre les épidémies est toujours un exercice qui vous remplit d'humilité. Souvent, les soucis se succèdent, et n'en finissent pas de s'aggraver. Nous avons tiré trois grands enseignements : pas de vœux pieux, un état d'esprit proactif et un état de préparation au scénario le plus sombre.

L'année 2021 a été tellement prometteuse, principalement mais pas seulement en raison des découvertes formidables qu'ont été les vaccins contre la COVID-19 à la fin de 2020. Après des mois de lutte contre les deux vagues de patients infectés par la COVID-19, avec des agents de santé à leur chevet, transpirant dans un équipement de protection individuelle encombrant, nous avons tous été soulagés, nous avons repris notre souffle et nous nous sommes concentrés pour atteindre la ligne d'arrivée contre la COVID-19.

C'est la science, purement et simplement, qui nous a sauvés. Toutefois, c'est la cupidité des politiques qui a gâché les choses. La course écœurante entre les pays riches pour s'accaparer les stocks mondiaux de vaccins contre la COVID-19 reflétait, c'était à prévoir, le phénomène consistant à s'accaparer le matériel l'année précédente. C'est là une illustration sans fard des

problèmes structurels et politiques qui perpétuent les inégalités mondiales en matière de santé aujourd'hui et probablement pour de nombreuses années à venir, si rien ne change.

Les restes de vaccins donnés aux pays à revenu faible ou intermédiaire ne suffisent pas. Le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, ou Accélérateur ACT, n'a pas réussi à répondre aux besoins des pays à revenu faible ou intermédiaire en 2021 par l'intermédiaire de son volet de distribution, le Mécanisme COVAX. Jusqu'à présent, il a livré 25 millions de vaccins aux pays de l'OPS. Mais, à long terme, une plate-forme de redistribution de vaccins fondée sur un modèle caritatif, sur la bonne disposition, parfois velléitaire, des riches à partager, n'est pas soutenable. Pour l'avenir, nous devons transformer l'Accélérateur ACT en une plate-forme de bout en bout véritablement mondiale pour fournir un panier complet de biens publics mondiaux, y compris les vaccins, les traitements et les diagnostics.

De fait, les pays des Amériques ne restent pas les bras ballants. Deux institutions publiques brésiliennes ont conclu des accords de transfert de technologie avec AstraZeneca et Sinovac. La fabrication locale est en cours. En outre, un accord est intervenu entre l'Argentine et le Mexique avec AstraZeneca pour la fabrication de vaccins contre la COVID-19 pour la Région. Et, au-delà de l'opération américaine *Warp Speed*, quatre vaccins ont été mis au point à Cuba, dont deux déjà ont été autorisés par l'agence cubaine de réglementation.

L'inégalité en matière de santé, peu importe comment nous l'appelons – nationalisme vaccinal, accaparement des vaccins, apartheid vaccinal – donne les mêmes résultats : la surmortalité, des pertes économiques qui se comptent en milliards et de nouveaux variants mortels.

Néanmoins certains des aspects de la COVID-19 sont encore plus sinistres : exploiter à fond la maladie et le refoulement des migrants. C'est une question qui devrait préoccuper tout le monde, y compris l'OPS, même si cette dernière n'en est pas entièrement responsable.

La pandémie a donné carte blanche aux pays pour renforcer le nationalisme et le discours nationaliste qui conduit à la criminalisation des personnes déplacées, les migrants. Pendant des dizaines d'années, les gens ont fui l'Amérique centrale, le Mexique et d'autres pays en raison de la violence extrême et de la pauvreté absolue. Tout au long de leur voyage vers leur rêve américain, ces personnes ont subi à plusieurs reprises une violence extrême, des agressions sexuelles et une discrimination généralisée. Elles représentent également une source de revenus pour les contrebandiers et les narcotrafiquants. Depuis le début de 2021, le gouvernement américain a imposé plus de 900 000 expulsions en vertu de la clause 42, qui exploite la pandémie pour fermer tout simplement la frontière à des demandeurs d'asile et ainsi, soi-disant, « contribuer à prévenir l'introduction de la COVID-19 dans les installations frontalières et dans le pays ». Seuls les enfants non accompagnés ne sont pas expulsés rapidement. Chaque jour, par milliers, ils arrivent. Principalement des adolescents, et 20 % âgés seulement de cinq à dix ans. Ils vivent dans des conditions inhumaines, entassés dans des abris mal conçus. Tous devraient être rendus à leur famille ou placés dans une famille d'accueil.

Les séquelles de la pandémie de COVID-19 se feront sentir pendant des années.

Nous devons éviter la double faute de ne pas être préparés et de ne pas tirer des leçons.

À l'instant même où je vous parle, alors que l'Assemblée générale de l'ONU se déroule à New York, les pays de l'OPS devraient soutenir fermement une déclaration politique approuvée par les États Membres qui mobiliserait un alignement politique et financier pour aborder l'ensemble des questions relatives à la préparation et à la riposte aux pandémies, et réunirait un consensus autour des réformes indispensables en matière d'accès aux biens publics mondiaux, de gouvernance et de financement.

Et permettez-moi de conclure en vous disant que la face sinistre de la COVID-19 est quelque chose que l'on peut tout à fait éviter. Nous pouvons y arriver. En réalité, aucun voyage marqué par une violence extrême, aucun mur, aucune politique radicale ne découragera les parents de rêver d'un avenir pour leur enfant : c'est ce que mes parents ont fait. Il s'agit simplement de la survie de l'humanité. Cela est universel. Alors, je plaide pour que la clause 42 soit suspendue, et que les protocoles de protection des migrants soient rétablis. Il s'agit de notre dignité, il s'agit de sécurité, mais surtout, et au-delà, il s'agit de la condition humaine que nous avons en commun.

Je vous remercie.
